



Date : 22/04/2024

Réf : CEDPE/PR/CC/214-1196/2024

Contact : 65031560 – watsup : 99860817

0033772438986

ENSEMBLE
POUR LA PREVENTION DES
CONFLITS ET LA PROMOTION DES
VALEURS DEMOCRATIQUES

**OBJET : ETUDE SUR LES ATTENTES DES CITOYENS
EN PERIODE ELECTORALE POUR LA PRESIDENTIELLE
DU 6 MAI 2024 AU TCHAD**

Analyse du sondage effectué dans les dix arrondissements de la ville de N'Djamena

I. PRESENTATION DU CEDPE

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est une structure associative, apolitique, indépendante, une sorte de Think Tank, un laboratoire d'idées. Fondé grâce à un groupe des cadres, il est un pôle d'expertise dans le cadre d'études et de recherche sur les causes et conséquences des maux qui minent la stabilité sociale. Il est devenu une référence au Tchad et ailleurs dans le domaine de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, de la gestion des conflits inter et intracommunautaires, la stabilisation et le renforcement de la paix. Le centre mène depuis sa création en 2017, des activités qui sont entre autres : la descente sur le terrain pour mener des enquêtes, la publication des ouvrages, la publication de « SALAM » la revue scientifique trimestrielle, l'organisation des ateliers, des conférences débats et participe aux travaux d'études avec des partenaires dans son domaine technique d'expertise. Le centre participe également à des rencontres au niveau national et international. Il dispose des chercheurs et chercheurs-associés de différentes nationalités qui ont des profils divers et apportent leurs expertises dans le domaine de la recherche. A ce jour, le CEDPE a publié environ 40 études sur les différents sujets en rapport avec la prévention et la gestion des conflits. La rencontre avec les jeunes pour la sensibilisation contre la radicalisation, l'extrémisme violent, la prévention des conflits et la question de la paix font partie des activités du centre. Les différentes provinces du Tchad sont des zones de prédilection du CEDPE dès le début du lancement de ses activités, ce qui lui a permis de nouer des contacts accrus tant au sein de l'administration centrale que dans les collectivités déconcentrées. En collaboration avec le comité interministériel chargé de DDR et dans le but de réinsérer les désengagés et désassociés de Boko Haram, le CEDPE a effectué, fin 2019, une mission de profiling des désengagés de Boko Haram et a remis en 2021, une base de données riche de 16 000 pages à Mme la ministre de la Femme. Le CEDPE tient à remercier les partenaires comme l'USAID, le NED, le PNUD, l'OIF, le réseau, Dynamic, le cabinet Senghor, Alwihda et bien d'autres, pour le soutien multiforme apporté aux activités de sensibilisation. Un rapport de sept ans détaillé en cours de rédaction retracera les activités menées par le CEDPE durant les sept années d'activités entre janvier 2018 et janvier 2025.

En bref, les activités du Centre s'articulent autour des axes suivants:

- Promouvoir l'information scientifique via les organes de presse ou organes de presse spécialisés créés;
- Former les jeunes aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC);
- Faire des sondages dans tous les domaines (politiques, économiques et sociaux);
- Contribuer au bon déroulement en Afrique, des échéances électorales;
- Participer à l'analyse de la conjoncture nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution dans tous les domaines, notamment la bonne gouvernance et les droits de l'Homme.

II. Introduction

Au lendemain de la disparition brusque du Maréchal du Tchad, Idriss Deby Itno, le Tchad se retrouve dans une situation qui l'obligeait à réorganiser sinon refonder le pays. Le Conseil Militaire de Transition (CMT) est mis en place le 20 avril 2021, présidé par le Général Mahamat Idriss Deby. Ce conseil a publié une charte de transition dans le but de consolider l'Etat et renforcer ses institutions. A cet effet, un gouvernement de transition est également mis en place pour préserver la paix et la stabilité, d'assurer la continuité de l'Etat et poursuivre le

développement du pays pendant la transition avant d'organiser des élections générales. Pour mener à bien ces actions, il est impératif pour le gouvernement d'organiser un dialogue national de réconciliation entre tous les fils du Tchad. Pour ce faire, le 20 Août 2022, il est ouvert des assises dites « Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) » au palais des arts et de la culture de N'Djamena¹.

Après ce DNIS, le Tchad a approuvé une nouvelle constitution appelée la 5ème République lors d'un referendum contesté par l'opposition. Le 6 mai 2024, il est prévu que les Tchadiens votent pour élire l'un des dix candidats au poste de président de la République. À travers un sondage, le CEDPE a pris la décision de donner la parole à un échantillon de 1000 personnes pour exprimer leurs attentes.

1. Contexte et justification de l'enquête

La tenue des élections étant une étape cruciale et un « tournant décisif » pour la stabilité de l'Etat et ses institutions, ainsi que « de la consolidation de la démocratie » et de l'Etat de droit au Tchad, il est quasi impératif de connaître la réaction des tchadiens et de savoir ce qu'ils attendent d'un nouveau président qu'ils auront élu.

C'est dans cette perspective et en vue de permettre aux « acteurs sociopolitiques » de disposer d'éléments d'analyses « scientifiquement élaborés » que le CEDPE a entrepris un sondage d'opinion des citoyens tchadiens dans le but de comprendre leurs attentes et les moyens de les réaliser et leurs propositions de solution « en fonction des situations ». Les résultats de ce sondage pourront servir de « boussole d'orientation politique » pour les décideurs politiques.

2. Les objectifs de l'enquête

Le sondage d'opinion ou une enquête d'opinion est une application de la technique des sondages à une population humaine visant à déterminer les opinions probables des individus la composant, à partir de l'étude d'un échantillon de cette population. Ainsi, cette présente étude vise, à évaluer les perceptions et aspirations de la population, grâce à un échantillon de 1000 personnes réparties dans les 10 arrondissements de N'Djaména.

Il s'agit plus spécifiquement de:

- Cerner l'appréciation de la population sur la période électorale en cours;
- Faire une introspection de la situation pour comprendre comment la population l'a vécue;
- Dénicher plus exactement la lecture qu'elle fait des élections;
- Identifier ses attentes ;
- Libérer la parole sur certaines thématiques brûlantes de l'heure.

3. Hypothèses

- L'histoire du Tchad est semée d'embûches. Plusieurs décennies de guerres ont non seulement retardé son développement économique, mais elles ont mis également le tissu social en lambeaux. Les populations tchadiennes, lassées de voir le pays raté le coche du développement à cause des tensions intestines et conflits internes à répétition, sont gagnées par une sorte de pessimisme et développent une incrédulité accrue vis-à-vis des projets d'Etat;
- Nombre de personnes restent dubitatives vis-à-vis des élections, fustigent les conditions dans lesquelles elles se déroulent et sont sceptiques quant à la mise en œuvre des conclusions;
- Une frange de la population ne voit aucun changement après les élections;

4. Approche méthodologique

La démarche méthodologique, adoptée pour le sondage s'articule autour des phases suivantes:

- une phase de production des outils de collecte de données ;
- une phase de recrutement des enquêteurs ;
- une phase de formations des enquêteurs ;
- une phase d'enquête proprement dite (l'administration des outils et collecte de données) ;
- une phase de dépouillement ;
- une phase de traitement ;

¹ Caroline Ndimendoudé, Bilan du Dialogue National Inclusif et Souverain et le rôle spécifique de la Société civile, *Revue salam*, mars 2023, p54.

- une phase d'analyse et interprétation des données;
- une phase de publication.

4.1. Délimitation du champ de l'enquête

L'enquête proprement dite est basée sur une analyse approfondie des données portant sur le thème « état d'esprit de la population pendant et après les élections ».

La méthode adoptée pour l'enquête s'est basée sur un sondage d'opinion auprès de différentes couches sociales de façon aléatoire (mais des personnes lettrées) pour connaître leurs attentes en cette période transitoire. L'échantillon du sondage était constitué de 1000 personnes réparties sur les 10 arrondissements de Ndjamena. Elle s'est basée sur la corrélation entre les opinions exprimées dans le questionnaire et leurs attentes.

4.2. Délimitation des aspects de l'enquête

En plus d'être circonscrite dans la ville de N'Djaména, l'enquête se limite dans le temps à l'année 2024, plus précisément en période électorale et post-électorale. Ce ne sont pas tous les sujets qui sont bien évidemment abordés, mais quelques-uns liés à la situation sociopolitique et sécuritaire.

4.3. La stratégie

La stratégie adoptée pour ce sondage renvoie aux instruments de collecte de données, à l'administration des outils. La tâche consistait à définir les méthodes et les techniques utilisées pour recueillir le plus d'information possible à partir des opinions des participants. Pour ce faire, à la suite de l'élaboration de l'outil de collecte (questionnaire) comme en prélude aux sondages, l'équipe du centre a tenu une réunion d'orientation avec les jeunes enquêteurs le 15 avril 2024 suivie d'une séance de formation. Il s'agissait de donner aux enquêteurs les instructions définitives, afin qu'ils surmontent sans difficultés majeures les obstacles qu'ils devront affronter.

Des correspondances administratives ont été envoyées aux dix maires, aux ministères de l'administration du territoire et celui de la sécurité. L'objectif est de tenir les autorités au courant de cette activité.

4.4. La collecte des données

La collecte des données sur le terrain a duré une journée, à savoir le 16 avril 2024, dans les 10 arrondissements de Ndjamena à raison de 100 personnes sondées par arrondissement.

4.5. Outils utilisés

Le seul outil utilisé pour les enquêtes est la fiche d'enquête avec des questionnaires préétablis. Les caractères confidentiels et anonyme des informations recueillies ont été préservés afin d'éviter d'exposer à d'éventuels préjudices les personnes interrogées.

Pour le traitement des données, il est important de dire que l'outil informatique nous a été d'un grand apport. C'est ainsi qu'à chaque étape nous avons eu à utiliser un logiciel spécifique. Nous avons utilisé les logiciels suivants :

- Microsoft Excel 2007: nous l'avons utilisé pour présenter quelques données et calculer différents critères et également pour la construction de quelques graphiques. Il nous a permis de saisir les données et de faire les premières analyses (tableau statistique, graphique etc.) ;
- Word 2017: nous l'avons utilisé pour présenter le corpus de l'essentiel du rapport à travers la transcription intégrale du contenu.

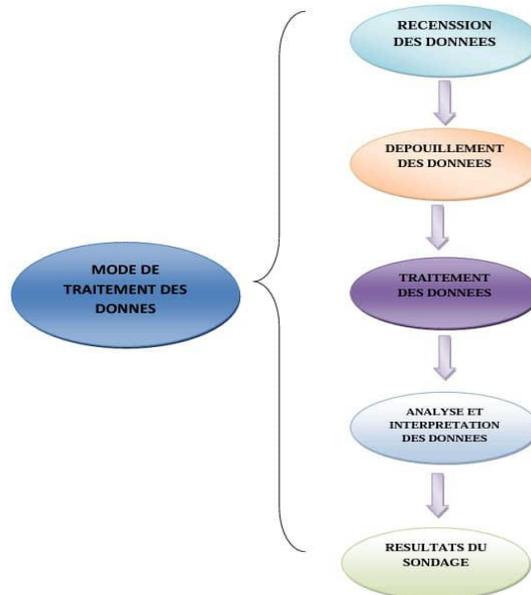
4.6. Mode de traitement des données

L'analyse des données collectées a nécessité la transformation de ces dernières sous des formes appropriées et facilement exploitables. Une équipe de chercheurs a travaillé au dépouillement de la base de données pendant deux jours.

Ainsi les données recueillies du sondage ont été transformées sous forme :

- de tableau de dépouillement ;
- des fiches ;
- tableaux statistiques,
- des graphiques.

Schéma illustratif du mode traitement des données du sondage



5. Définition des concepts

- **Enquête ou sondage d'opinion:** vise à donner une indication quantitative des opinions ou des comportements dans une population donnée².
- **Election:** Choix qu'on exprime par l'intermédiaire d'un vote: L'élection du président de la République au suffrage universel³.
- **Transition politique:** est un processus politique caractérisé par un passage progressif d'un régime à un autre.
- **Dialogue:** le dialogue signifie conversation entre deux ou plusieurs personnes sur un sujet défini. Dialoguer c'est également s'entretenir, converser avec quelqu'un au sujet de quelque chose. Pour dialoguer, il faut qu'il ait un mal entendu, une mal compréhension ou un conflit⁴.

6. Les limites de l'enquête

Cette enquête présente certaines limites. D'abord elle ne prétend pas à l'exhaustivité en matière des attentes de tous les Tchadiens dans cette période électorale. Elle est ensuite limitée uniquement à un échantillon de 1000 personnes résidant dans les 10 arrondissements de Ndjamena. Les 22 provinces n'étant pas incluses dans l'enquête, il n'est évidemment pas possible d'avoir une vue panoramique des attentes de toutes les populations sur l'ensemble du territoire national.

Outre l'identification et le profil des personnes interrogées, la fiche de dépouillement est divisée en trois principales parties :

- A- La participation à l'élection présidentielle
- B- Le domaine socioéconomique
- C- La paix, la sécurité et la réconciliation nationale

Ainsi, s'agissant de l'identification et du profil des personnes interrogées, le sondage a touché un total de 956 personnes, soit 688 hommes (71,96%) et 268 femmes (27,77%), à travers les dix arrondissements que compte la capitale tchadienne, N'Djamena.

Le nombre de personnes interrogées se présente ainsi qu'il suit, par arrondissement :

- 1^{er} Arrondissement : 74 personnes ;
- 2^{ème} Arrondissement : 101 personnes ;

² <https://www.lerobert.com> , consulté le 14 avril 2023.

³ Dictionnaire Larousse

⁴ Le petit Larousse illustré édition 2022.

- 3^{ème} Arrondissement : 94 personnes ;
- 4^{ème} Arrondissement : 97 personnes ;
- 5^{ème} Arrondissement : 91 personnes ;
- 6^{ème} Arrondissement : 100 personnes ;
- 7^{ème} Arrondissement : 100 personnes ;
- 8^{ème} Arrondissement : 98 personnes ;
- 9^{ème} Arrondissement : 100 personnes
- 10^{ème} Arrondissement : 101 personnes.

Il convient de relever que la tranche d'âge la plus représentative de l'échantillon est constituée des personnes entre 18 et 35 ans (499 personnes, soit 52,19%).

Cette tranche d'âge constitue en effet le vivier électoral sur lequel les différents candidats devraient s'appuyer, au cours des meetings de campagne électorale, pour conquérir le plus grand nombre de suffrages.

Par ailleurs, toutes les catégories socio-professionnelles ont globalement été interrogées par les enquêteurs, avec notamment les hommes en tenue, les chômeurs et les retraités.

III. La participation à l'élection présidentielle

A titre de rappel, les dix candidats à la présidentielle du 6 Mai 2024 au Tchad sont : Mahamat Idriss Deby Itno, Mansiri Lopsékro, Masra Succès, Bebzouné Bongoro Théophile, Alladoum Djarma Balthazar, Nasra Djimasngar, Pahimi Padacké Albert, Yacine Abdraman, Mbaïmon Guedmbaye Brice et Beassemda Lydie.

Au terme du sondage, 296 personnes interrogées (30,96%) affirment ne pas s'être inscrites sur les listes électorales ; 427 personnes déclarent leur certitude de participer au vote (44,66%). Mais 203 personnes inscrites régulièrement (21,23%) déclarent ne pas volontairement participer au vote.

1	Personnes non inscrites sur les listes électorales	296	30,96%)
2	Personnes déclarent leur certitude de participer au vote	427	44,66%)
3	Personnes inscrites régulièrement déclarent ne pas volontairement participer au vote.	203	21,23%
4	Total	926	96,85

S'agissant de l'engouement à participer au vote, au niveau des arrondissements, le 10^{ème} vient en tête avec le plus grand nombre d'inscrits (86%), suivi du 6^{ème} (79%), du 4^{ème} (68%), du 7^{ème} (67%), du 5^{ème} (64,8%), du 3^{ème} (59,5%), du 2^{ème} (59,4%), du 8^{ème} (43,8%), du 1^{er} (41,8%) et enfin, le 9^{ème} arrondissement, avec seulement 35% inscrites, ceci par rapport au nombre de personnes interrogées.

L'engouement à participer au vote dans les 10 arrondissements

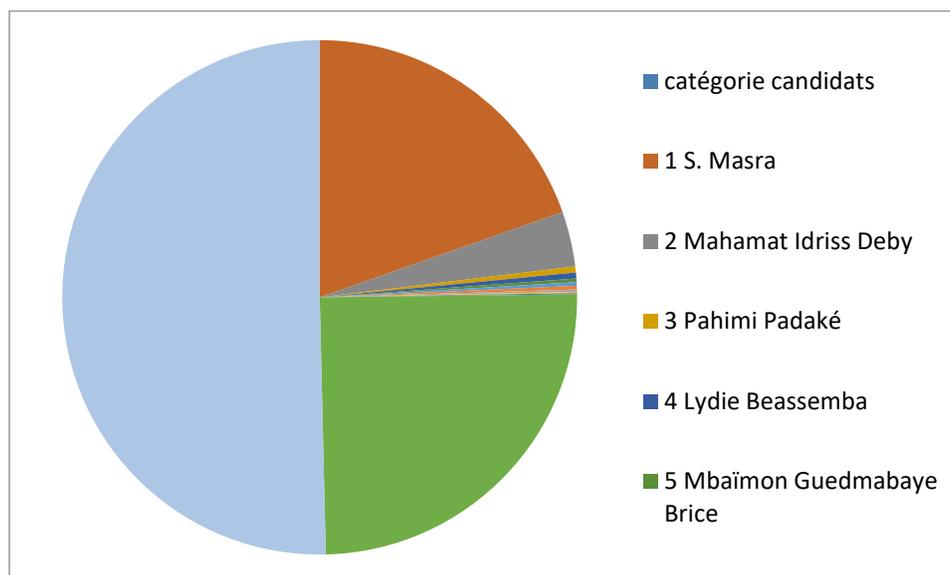
catégories	Arrondissements	%
1	10	86
2	6	79
3	4	68
4	7	67
5	5	64,8
6	3	59,5
7	2	59,4
8	8	43,8
9	1	41,8
10	9	35

487 personnes interrogées (plus de la majorité de l'échantillon), soit 50,94%, ne croient pas à la crédibilité des instances électorales du Tchad (l'Agence nationale de gestion des élections et le Conseil constitutionnel), parce qu'elles seraient sous le contrôle des partisans du candidat du MPS. **En parlant des candidats crédibles pour la prochaine présidentielle, Succès Masra vient en tête des faveurs (261 personnes, soit 27,3% par rapport à l'échantillon).** Dans la question y relative, se retrouve le candidat Mahamat Idriss Déby.

		nbre	%
1	Ne croient pas à la crédibilité des instances électorales du Tchad (l'Agence nationale de gestion des élections et le Conseil constitutionnel)	487	50,94

Candidats aux présidentiels jugés crédibles 330/1000 personnes.

catégorie	candidats	Nbre	%
1	S. Masra	261	27,3
2	Mahamat Idriss Deby	46	
3	Pahimi Padaké	5	
4	Lydie Beassemba	5	
5	Mbaïmon Guedmabaye Brice	3	
6	Yacine Abderamane	3	
7	Alladoum Djarma Balthazar	3	
8	Bebzouné Bongor Théophile	2	
9	Nasra Djimasngar	1	
10	Mansiri Lopsékreo	1	
11	Votant	330	
12	Abstention	670	



Le candidat Masra 261 est suivi de Mahamat Idriss Deby 46, de Pahimi Packdaké Albert et de Lydie Beassemba (5 personnes chacun), Mbaïmon Guedmabaye Brice, Yacine Abderamane, Alladoum Djarma Balthazar (3 personnes chacun), Bebzouné Bongor Théophile (02 personnes), Nasra Djimasngar (01 personne) et Mansiri.

Ainsi, l'on peut retenir que le trio de tête des candidats de l'opposition pourrait être constitué de Masra, Pahimi et Beassemba, face à Mahamat Idriss Déby 46 points. La réticence et l'abstention expliquent la peur que les gens aient pour s'exprimer librement. D'abord, ceux qui s'expriment sont souvent ceux qui sont de passage et non ceux qui se trouvent dans les lieux de commerce ou devant leurs maisons.

Les attentes adressées au candidat élu sont par ordre de priorité :

- l'éducation (43,2% de personnes) ;
- la sécurité (41,4% de personnes) ;
- puis, suivent, la réconciliation ;
- le renforcement de la justice ;
- la lutte contre la vie chère ;
- l'électricité ;
- le respect des droits de l'homme ;
- la lutte contre la corruption ;

L'intégrité morale, l'expérience et le diplôme obtenu sont les critères les plus retenus comme base d'évaluation du candidat à l'élection présidentielle, contrairement aux considérations liées à l'ethnie et à la région.

a) Le domaine socioéconomique

La majorité des personnes interrogées estiment avoir confiance en l'un des deux principaux candidats, Succès Masra suivi de Mahamat Idriss Deby Itno, pour l'amélioration de la situation économique du pays. Et **la bonne gouvernance reste le paramètre socioéconomique le plus important lors du vote**, selon les résultats du sondage. Elle est suivie de près par l'éducation et la santé, puis viennent la justice, l'emploi et le pouvoir d'achat. Pour la majorité des personnes interrogées, la cherté de la vie et la crise sociale auront une influence sur l'élection présidentielle (carburant, denrées alimentaires et revendications du Syndicat des enseignants du Tchad).

b) La paix, la sécurité et la réconciliation nationale

Sur ce dernier point, il ressort de l'analyse des résultats de l'enquête que la prochaine élection présidentielle du Tchad ne peut pas garantir la paix, la sécurité et la réconciliation nationale.

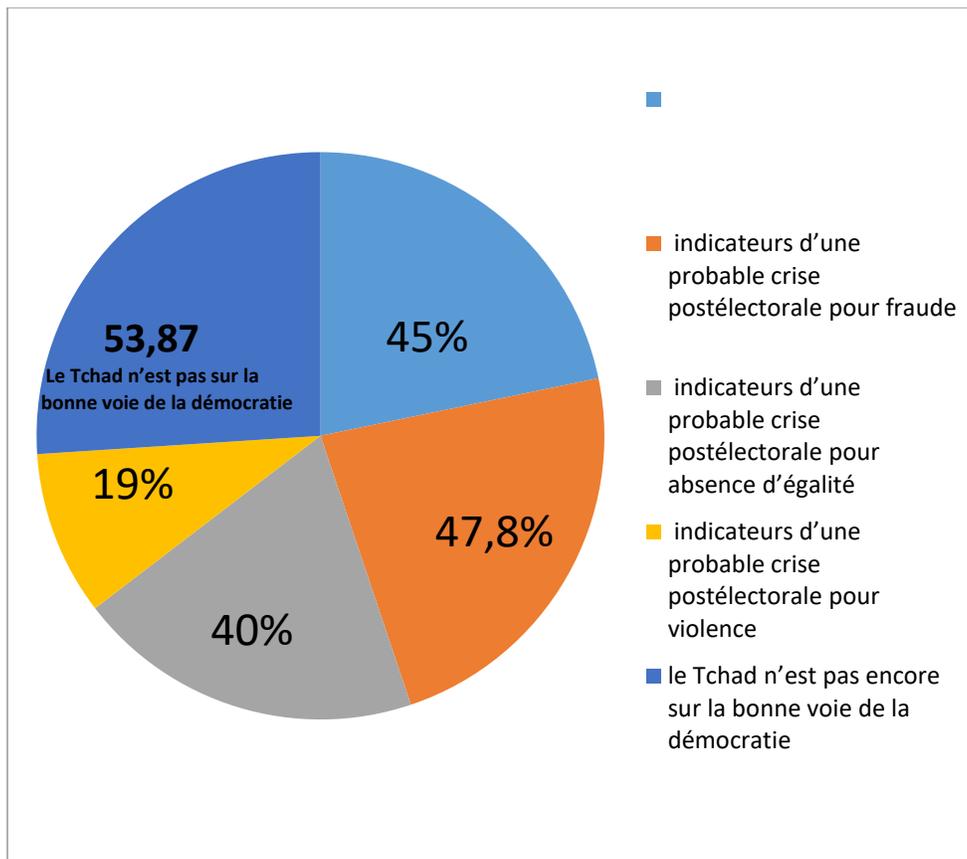
En effet, **45% seulement de personnes interrogées pensent que la prochaine élection présidentielle peut garantir la paix, la sécurité et la coalition sociale**. Bien plus, la pléthore des candidatures n'augure pas non plus d'une élection libre et transparente.

Les indicateurs d'une probable crise postélectorale portent essentiellement sur la fraude électorale, l'absence d'égalité entre les candidats, et subsidiairement, des éventuelles violences.

Et à la question de savoir quels sont les indicateurs qui pourraient conduire vers une crise postélectorale, 457 personnes (47,8%) pensent que les fraudes seraient le principal indicateur, 391 personnes (40,89%) l'attribueraient à l'absence d'égalité entre les candidats, alors que 186 personnes (19,4%) évoquent la violence.

Enfin, **la majorité des personnes interrogées (53,87%) pense que le Tchad n'est pas encore sur la bonne voie de la démocratie**.

L'élection présidentielle peut garantir la paix ? Oui	45%
indicateurs d'une probable crise postélectorale pour fraude ? Oui	47,80%
indicateurs d'une probable crise postélectorale pour absence d'égalité ? Oui	40,89%
indicateurs d'une probable crise postélectorale pour violence ? Oui	19,40%
le Tchad n'est pas encore sur la bonne voie de la démocratie ? Non	53,87%



IV. Commentaire et interprétation de l'étude

L'élection présidentielle du 6 mai 2024 au Tchad va se tenir dans un contexte particulier (le président de Transition et son Premier ministre s'affrontent, à côté d'une pléthore de candidats) ; elle sera tout naturellement très sensible.

Le spectre d'une contestation des résultats qui plane, plongerait encore le pays dans une autre crise qui pourrait, non seulement emporter des vies humaines, mais encore remettre le pays dans une période de durcissement du pouvoir central, avec en prime, le retour à un régime qui consacre moins de libertés individuelles et de démocratie. Cependant, une réelle volonté de changement transparaît nettement auprès des populations. Mais elle risquerait de faire face à la volonté du président de la Transition de se maintenir au pouvoir, au cas où les instances chargées de la conduite des élections ne jouent pas pleinement leur rôle régalien de transparence et d'équité, afin de sauver le pays des affres de la violence postélectorale.

Il reste que la demande sociale est très forte. En dépit des récriminations liées à l'organisation du scrutin, les Tchadiens espèrent tous que le nouveau président pourrait être en mesure d'impulser une politique qui aura pour cheval de bataille, la lutte contre la vie chère (hausse du carburant et des denrées alimentaires, délestage, etc.), et partant, l'amélioration des conditions de vie des populations.

Sur le terrain de la confrontation électorale, **en l'état actuel des choses, il y a le candidat Masra qui est bien plébiscité.** Mais tout porte à croire qu'il sera difficile pour un candidat de recueillir la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour. Dès lors, **le deuxième tour est une probabilité, mais pourrait ne pas s'avérer une réalité.**

Et au fur à mesure que la campagne électorale prend en intensité, et en attendant l'issue du vote, où le président de la Transition et son Premier ministre pourraient émerger de la pléthore des candidats, pour se retrouver au second tour, **il faudrait que les deux principaux candidats usent d'un langage conciliateur, pour contenir leurs partisans qui pourraient être déçus du verdict des urnes.** Mais chacun des deux potentiels candidats au deuxième tour se dit en meilleure condition de l'emporter finalement.

Au final, la démocratie tchadienne est à la croisée des chemins. Mais il faudrait une certaine dose de citoyenneté collective, où tous les acteurs impliqués dans le processus électoral jouent pleinement leur partition. Il s'agit de tout mettre en œuvre afin que le peuple tchadien ne retombe plus dans une crise sociopolitique qui va l'éloigner de la réconciliation nationale, que la majorité des citoyens appellent de tous leurs vœux. Pourtant, le Tchad a besoin

d'améliorer son rang sur l'indice du développement humain qui le place parmi les pays les plus pauvres au monde. **Et les défis pour le développement reposent essentiellement sur les domaines de l'éducation, la santé, la fourniture en énergie électrique.**

Mais pour y arriver, le Tchad a également besoin **de transparence et d'équité dans le processus électoral**, en vue de mettre en place une politique axée sur la justice sociale, la bonne gouvernance et la cohabitation pacifique.

V. Observations générales

Le travail aurait été plus facile en compilant en un document unique, les informations obtenues au sein des différents arrondissements. Cela aurait permis de mieux établir les pourcentages, à partir des données chiffrées. Une autre difficulté réside sur le fait que seul l'enquêteur du 7^{ème} arrondissement a pu livrer des données chiffrées, en mentionnant les totaux relatifs aux questions posées.

L'on relève que la fiche de dépouillement dont la présentation est la plus mauvaise, est celle du 1^{er} arrondissement.

De manière générale, les fiches de dépouillement présentent beaucoup d'incohérences, ce qui rend difficile leur exploitation. Par exemple, pour le premier arrondissement, nous avons 74 personnes enquêtées (hommes et femmes), mais au niveau des âges des répondants, il est mentionné 79 réponses au lieu de 74. Il en est de même pour plusieurs arrondissements, où l'on déplore par ailleurs que les effectifs varient suivant les questions.

Par ailleurs, il y a beaucoup d'abréviations dans les fiches, où l'on se perd un peu entre les noms des personnes et ceux des partis politiques (MPS, Kaka, Mahamat, Itno et MIDI, pour désigner par exemple un même candidat). Et au 9^{ème} arrondissement, comment comprendre qu'il n'y ait aucun candidat crédible de l'opposition ? Et lorsqu'on parle des candidats de l'opposition, l'on ne comprend pas pourquoi l'on cite dans certaines fiches le candidat Mahamat. De même, l'on cite plusieurs candidats, lorsque la question posée ne demande qu'on ne retienne que deux.

Néanmoins, l'on a procédé à certains réajustements pour déboucher vers des tendances, sortir des pourcentages appropriés, pour servir de cadre d'analyse.

Analyse effectuée par Abraham NDJANA MODO